



Informations sur la République démocratique du Congo

Superficie	2'344'885 km ² (41'285)
Population	69.360 Mio. (8.190)
Habitant au km ²	30.6 hab./km ² (207.3)
Capitale	Kinshasa
Régime politique	République présidentielle
Langues	français (langue officielle), swahili, lingala, (chi)luba, kituba, kikongo, bangala; également songe, nandi, tetela, gbaya, zande, lendu, chokwe
Religions	50% catholiques, 20% protestants, 10% kimbanguistes, 10% musulmans, 10% croyances indigènes
Indice de développement humain (HDI)	0.433 / 176e rang sur 188 pays (0.930 / 3e rang)
Alphabétisation	77.3 % (99.6)
Mortalité infantile	11.8 % (0.4)
Espérance de vie	50 ans (83 ans)

Fischer Weltatmanach 2016 / hdr.undp.org/en/data 2014 – les chiffres entre parenthèses correspondent à la Suisse

Soutenir les communautés victimes de la violence et de la guerre



Situation dans le pays

Une grande partie des infrastructures et de l'économie de la République démocratique du Congo (RdC) ont été détruites par plus de 30 ans de dictature et près de dix ans de guerre et de violence. La stabilité politique actuelle est due à l'adoption d'une constitution, à l'instauration d'institutions démocratiques et aux élections de 2006.

L'économie de la RdC est dominée par l'exploitation de matières premières (minerais, bois). On estime que le pays n'utilise que 10% de son potentiel agricole. En raison du mauvais état des infrastructures et de la basse productivité, le pays doit importer des quantités considérables d'aliments afin de nourrir les grandes villes. En outre, les conséquences du réchauffement climatique perturbent le calendrier de croissance, entraînant des problèmes de taille pour l'agriculture.

A l'est, il y a encore des mouvements de rebelles et des groupes armés. Les conflits armés persistants sont généralement liés à la présence de nombreuses ressources minières.

Activités jusqu'à aujourd'hui Les premières activités d'Action de Carême en RdC remontent à 1971. Au début, elle appuyait essentiellement les activités pastorales et les projets de développement. En 1997, Action de Carême a décidé de soutenir également des organisations non gouvernementales locales afin d'adopter une approche plus globale.

Objectifs

Dans le domaine de l'alimentation, l'objectif est d'augmenter les récoltes et de permettre une alimentation variée et équilibrée afin que toute la population mange à sa faim. La population participant aux projets se prémunit contre les pénuries alimentaires et d'autres situations d'urgence en créant des petites caisses d'épargne et des greniers de solidarité.

La question de « la foi et la justice » est également une priorité. Les membres de communautés religieuses oeuvrent en faveur du respect des droits humains. Les organisations ecclésiales forment des animateurs de pastorale qui s'engagent au sein de leurs paroisses. Sur le plan national, l'Église joue un rôle important dans la lutte contre la corruption ou l'exploitation de l'être humain et de l'environnement.

Dans les régions autrefois en guerre, il est souvent impossible d'améliorer la situation matérielle des personnes traumatisées. Aussi les collaborateurs du projet apprennent-ils à travailler avec des personnes psychologiquement et socialement perturbées et à les soutenir.

Groupes cibles

Les groupes cibles du programme 2011-2016 sont les paysans vivant en milieu rural et les hommes et les femmes vivant dans la précarité. A cela s'ajoutent les minorités ethniques telles que le peuple pygmée.

Régions

Le programme par pays 2011-2016 privilégie les six provinces Bandundu, Bas-Congo, Kinshasa, Kasai Oriental et Kasai Occidental ainsi que Katanga. Il s'agit à majorité de régions isolées négligées par l'aide internationale.

Organisations partenaires

Les 25 organisations partenaires du programme sont des institutions catholiques ainsi que des ONG. Ces organisations appuient les activités de développement des organisations locales et mènent également des actions d'information et de lobbying.

Budget annuel (2016)	875'000 CHF
Encadrement et coordination	La coordination locale du programme est assurée par la « Maison du Consultant Africain pour le Développement (MCAD) » dont le siège est à Kinshasa
Responsable du programme	François Mercier
Coordination du programme	Blanchard Ayinza / Rose Musere
Numéro du programme	CD.130 587

